ENTREPRISES AGRICOLES EN DIFFICULTE ET URGENCE SANITAIRE

TABLE DES MATIERES

La cristallisation de l'état de cessation des paiements au 12 mars 2020.....	1
Le règlement amiable agricole et la procédure de conciliation du Code de commerce.....	2
L'adaptation des règles des procédures collectives.....	3
Infirimation d'un jugement de liquidation judiciaire.....	3
Simplification de la saisine du tribunal par le débiteur et de la procédure.....	4

La loi du 23 mars 2020¹ d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 a habilité le Gouvernement à prendre toute mesure relevant du domaine de la loi pouvant entrer en vigueur à compter rétroactivement du 12 mars 2020, afin de faire face aux conséquences, notamment de nature administrative ou juridictionnelle, de la propagation du covid-19. C'est dans ces conditions qu'une ordonnance du 27 mars 2020² a été publiée, dont l'application est immédiate aux règlements amiables, aux procédures de sauvegarde, aux redressements et aux liquidations judiciaires. Ces mesures profitent notamment aux entreprises agricoles.

LA CRISTALLISATION DE L'ETAT DE CESSATION DES PAIEMENTS AU 12 MARS 2020

L'article 1^{er} de l'ordonnance n° 2020-341 du 27 mars 2020 modifie les conditions d'appréciation de l'état de cessation des paiements d'un débiteur, tout spécialement quant au passif exigible.

En principe, et par application de l'article L.631-1 du Code de commerce, la cessation des paiements est définie comme étant l'impossibilité de faire face au passif exigible avec l'actif

¹ Loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19, JORF, 24 mars 2020.

² Ordonnance n° 2020-341 du 27 mars 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles à l'urgence sanitaire et modifiant certaines dispositions de procédure pénale, JORF, 28 mars 2020.

disponible. Elle est appréciée au jour où la juridiction statue sur l'ouverture d'un redressement judiciaire ou d'une liquidation judiciaire, ou encore sur la conversion d'une procédure de sauvegarde en redressement ou en liquidation judiciaire. De même, notamment lorsque le débiteur fait appel d'une procédure ouverte sur assignation de l'un de ses créanciers, la cour d'appel doit vérifier que le débiteur est en état de cessation des paiements le jour où elle statue sur le recours porté devant elle.

L'ordonnance du 27 mars 2020 pose le principe du « gel » du passif exigible des entreprises et des exploitations. Ainsi, jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois après la fin de l'état d'urgence sanitaire, l'état de cessation des paiements est apprécié en considération de la situation du débiteur à la date du 12 mars 2020 : c'est la situation de trésorerie du débiteur qui est cristallisée au 12 mars 2020, ce qui signifie que, concrètement, l'état de cessation des paiements est apprécié en prenant en compte l'actif disponible et le passif exigible au 12 mars 2020. Il n'y a pas lieu de prendre en compte la situation au jour où la juridiction statue, par application des règles hors état d'urgence sanitaire.

Cette règle ne s'applique toutefois pas en cas de fraude de la part du professionnel, qui ne répond pas aux conditions légales et essaie de bénéficier de reports pour le paiement de ses dettes.

La cristallisation de la cessation des paiements n'empêche toutefois pas l'exploitant de demander l'ouverture d'un redressement ou d'une liquidation judiciaire, voire d'un rétablissement personnel pour les petits exploitants, personnes physiques.

LE REGLEMENT AMIABLE AGRICOLE ET LA PROCEDURE DE CONCILIATION DU CODE DE COMMERCE

La mise en œuvre des articles L.351-1 à L.351-7 du Code rural et de la pêche maritime (crpm) s'appliquera en considération de l'article 1^{er} de l'ordonnance n° 2020-341 du 27 mars 2020. Ainsi, jusqu'à l'expiration d'une période de trois mois après la fin de l'état d'urgence sanitaire, le tribunal judiciaire saisi d'une demande de désignation d'un conciliateur dans le cadre d'un règlement amiable agricole ne pourra refuser au motif que la situation de l'exploitant s'est aggravée depuis le 12 mars 2020.

Concrètement, le Président du tribunal ne pourra pas refuser la demande d'ouverture d'un règlement amiable agricole lorsque l'agriculteur n'était pas en cessation des paiements au 12 mars 2020, peu importe l'évolution de sa situation de trésorerie jusqu'à la date de la période d'état sanitaire d'urgence, augmentée de 3 mois.

De même lorsque l'accord amiable ne met pas fin à la cessation des paiements, pour l'application de cette notion, il convient de prendre en compte la situation de l'exploitation à la date du 12 mars 2020 et non à la fin de la phase de règlement amiable.

Sur ce point, on peut regretter que le législateur n'ait pas adopté des mesures identiques à celles prises pour la procédure de conciliation qui n'est pas accessible pour les exploitants en nom propre et pour les sociétés de forme civile (Art. L.351-1 al. 3 crpm). Pour les activités réalisées dans le

cadre d'une société de forme commerciale (art. L.611-6 et s. du Code de commerce), la durée de la conciliation est prolongée exceptionnellement et de plein droit de 3 mois après la fin de l'état d'urgence sanitaire.

L'ADAPTATION DES REGLES DES PROCEDURES COLLECTIVES

- La **durée de la période d'observation** de la sauvegarde ou du redressement judiciaire est prolongée jusqu'à la fin de la période d'urgence sanitaire majorée d'un mois et l'organisation d'une audience prévue par l'article L.631-15, I du Code de commerce pour le renouvellement de la période d'observation est supprimée au cours de cette période d'état d'urgence sanitaire, précédemment évoquée. La période d'observation se déroule jusqu'à terme aménagée, sans qu'il soit nécessaire d'un jugement du tribunal autorisant son renouvellement.

- La **durée du plan** est allongée dans les mêmes conditions. Toutefois, il convient de ne pas confondre l'allongement exceptionnel prévue par l'ordonnance n° 2020-341 avec la modification substantielle dans les objectifs et les moyens du plan visée à l'article L.626-26 du Code de commerce. En effet, les règles de procédure sont différentes.

Une prolongation de plein droit est prévue jusqu'à la fin de l'état d'urgence sanitaire, majorée d'un mois. Ainsi le président pourra, sur requête du commissaire à l'exécution du plan, accorder une prolongation limitée à la durée de cette période. Enfin, sur requête du ministère public, le président pourra décider de porter la durée de cette prolongation à un an au maximum, à compter de cette décision.

Après la fin de cette période augmentée de 3 mois, la prolongation ne sera pas accordée par le président du tribunal. Pendant une nouvelle période dérogatoire limitée, le tribunal judiciaire pourra accorder une prolongation d'un an à compter de sa décision.

Pour déterminer la personne compétente pour accorder cette prolongation, il convient de se placer à la date de la décision accordant celle-ci. Concrètement, la période d'observation définie par le jugement ouvrant le redressement judiciaire se poursuit jusqu'à son terme, sauf demande de conversion.

- Le **maintien de l'activité de l'exploitant en liquidation judiciaire** prend fin au terme de l'état d'urgence sanitaire augmenté de 3 mois. Ce dernier est adapté, car maintenir l'activité agricole au-delà des délais de droit commun semble une bonne chose afin d'envisager dans les meilleures conditions possibles la réalisation des actifs et notamment la vente des animaux lorsque le débiteur est un éleveur.

INFIRMATION D'UN JUGEMENT DE LIQUIDATION JUDICIAIRE

Des modifications sont également apportées pour l'application de l'article L.661-9 du Code de commerce. Lorsque la cour d'appel infirme un jugement ayant prononcé la liquidation judiciaire d'un exploitant agricole, elle renvoie l'affaire devant le tribunal judiciaire et peut ouvrir une

nouvelle période d'observation qui est en principe d'une durée minimale de trois mois. Ce délai correspond au temps nécessaire pour la présentation d'un plan. Par application des mesures nouvelles, la durée maximale de cette période est portée à la fin de la crise sanitaire majorée d'un mois.

SIMPLIFICATION DE LA SAISINE DU TRIBUNAL PAR LE DEBITEUR ET DE LA PROCEDURE

Les modalités de la saisine du tribunal ont été simplifiées afin de tenir compte de la situation de confinement et des gestes « barrière » indispensables pour limiter la prorogation du virus Covid-19. La procédure devant le président du tribunal ou le tribunal est adaptée, ainsi que les communications entre les organes de la procédure collective.

La saisine du tribunal judiciaire peut avoir lieu par tous moyens. Le débiteur peut y insérer une demande d'autorisation, à formuler par écrit, présentant ses prétentions et ses moyens en application du second alinéa de l'article 446-1 du Code de procédure civile (art. 2, 1, 2° Ord. n° 2020-341 du 27 mars 2020). La même procédure est appliquée devant le président du tribunal. Cette règle s'applique lorsque l'agriculteur demande l'ouverture d'un règlement amiable ou d'une procédure collective.

A RETENIR :

La date de cessation des paiements est cristallisée au 12 mars 2020.

Le tribunal judiciaire saisi d'une demande de désignation d'un conciliateur dans le cadre d'un règlement amiable agricole ne pourra refuser au motif que la situation de l'exploitant s'est aggravée depuis le 12 mars 2020.

La durée des plans de sauvegarde ou de redressement est allongée jusqu'à un délai de trois mois après la fin de la période d'état d'urgence sanitaire

Christine LEBEL
Maître de conférences HDR Université de Franche-Comté
Vice-Président de l'Association Française de Droit Rural